

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

Société coopérative à capital et personnel variables régie par les dispositions du Livre V du  
Code monétaire et financier au capital de 56 118 500,00 Euros  
Siège social : 8, allée des Collèges 18000 Bourges.  
398 824 714 R.C.S Bourges.

**A. — comptes individuels au 31/12/2017.**

Arrêtés par le Conseil d'administration de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire  
En date du 08/02/2018 et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire en date du 22/03/2018

Le Directeur Général  
Xavier MALHERBET

**I. — Bilan au 31 décembre 2017.**  
(En milliers d'Euros.)

<b>Actif</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Opérations interbancaires et assimilées		278 437	213 714
Caisse, banques centrales		59 397	53 167
Effets publics et valeurs assimilées	5	194 243	147 649
Créances sur les établissements de crédit	3	24 797	12 898
Opérations internes au crédit agricole	3	642 160	376 374
Opérations avec la clientèle	4	12 085 874	11 691 001
Opérations sur titres		1 213 442	1 253 668
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	609 432	551 567
Actions et autres titres à revenu variable	5	604 010	702 101
Valeurs immobilisées		1 266 853	1 271 133
Participations et autres titres détenus à long terme	6-7	1 129 160	1 125 314
Parts dans les entreprises liées	6-7	61 610	60 154
Immobilisations incorporelles	7	1 536	1 535
Immobilisations corporelles	7	74 547	84 130
Capital souscrit non verse			
Actions propres	8		
Comptes de régularisation et actifs divers		262 721	311 973
Autres actifs	9	194 812	223 800
Comptes de régularisation	9	67 909	88 173
Total actif		15 749 487	15 117 863

  

<b>Passif</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Opérations interbancaires et assimilées		29 129	2 508
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	11	29 129	2 508
Opérations internes au crédit agricole	11	8 833 049	8 455 763
Comptes créditeurs de la clientèle	12	4 325 428	4 184 224
Dettes représentées par un titre	13	72 889	85 723
Comptes de régularisation et passifs divers		258 733	244 411
Autres passifs	14	96 685	91 188
Comptes de régularisation	14	162 048	153 223
Provisions et dettes subordonnées		452 075	462 342
Provisions	15-16-17	156 984	169 367
Dettes subordonnées	19	295 091	292 975
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	18	83 203	64 703
Capitaux propres hors FRBG	20	1 694 981	1 618 189
Capital souscrit		56 119	56 119
Primes d'émission		201 754	201 754
Réserves		1 353 134	1 280 950
Écarts de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice		83 974	79 366

Total passif		15 749 487	15 117 863
--------------	--	------------	------------

**II. — Hors-bilan au 31 décembre 2017.**

(En milliers d'Euros)	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés		2 108 757	2 022 102
Engagements de financement	28	1 477 070	1 467 345
Engagements de garantie	28	629 867	553 458
Engagements sur titres	28	1 820	1 299
Engagements reçus		3 829 436	3 702 533
Engagements de financement	28	48 257	66 278
Engagements de garantie	28	3 779 359	3 634 956
Engagements sur titres	28	1 820	1 299

Notes concernant le Hors-bilan (autres informations) :

- Opérations de change au comptant et à terme : note 22
- Opérations sur instruments financiers à terme : note 23

**III. — Compte de résultat au 31 décembre 2017.**

(En milliers d'Euros)	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts et produits assimilés	33	344 916	370 204
Intérêts et charges assimilées	33	-180 772	-190 693
Revenus des titres à revenu variable	34	36 432	29 136
Commissions Produits	35	193 321	193 067
Commissions Charges	35	-32 860	-30 906
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	36	548	377
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	37	2 703	4 681
Autres produits d'exploitation bancaire	38	7 259	8 113
Autres charges d'exploitation bancaire	38	-2 733	-2 648
Produit net bancaire		368 814	381 331
Charges générales d'exploitation	39	-213 358	-212 416
Dotations aux amortissements et dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-12 750	-13 698
Résultat brut d'exploitation		142 706	155 217
Coût du risque	40	-13 504	-34 775
Résultat d'exploitation		129 202	120 442
Résultat net sur actifs immobilisés	41	246	-342
Résultat courant avant impôt		129 448	120 100
Résultat exceptionnel	42		
Impôts sur les bénéfices	43	-26 974	-36 734
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		-18 500	-4 000
Résultat net de l'exercice		83 974	79 366

**IV. — Annexes**

Note 1. — Cadre juridique et financier et faits caractéristiques de l'exercice.

1.1. Cadre juridique et financier. — La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire est une société coopérative à capital variable régie par les articles L.512-20 et suivants du Code monétaire et financier et la loi n°47-1775 du 10/09/1947 portant statut de la coopération.

Sont affiliées à la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire, 91 Caisses locales qui constituent des sociétés coopératives ayant une personnalité juridique propre.

Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses locales et le cas échéant, les comptes des filiales consolidables.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire est agréée, avec l'ensemble des Caisses locales qui lui sont affiliées, en qualité de banque mutualiste ou coopérative, avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est de ce fait soumise à la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Son siège social est situé au 8, Allée des Collèges, 18920 Bourges Cedex 9. Son n° d'immatriculation est 398 824 714 RCS Bourges.  
La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire est également une société en courtage d'assurances.

Au 31 décembre 2017, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire fait partie, avec 38 autres Caisses régionales, du réseau Crédit Agricole dont l'organe central, en application de l'article L.511-30 du Code monétaire et financier, est Crédit Agricole S.A. Les Caisses régionales détiennent la totalité du capital de la SAS Rue La Boétie, qui détient elle-même 56,64 % du capital de Crédit Agricole S.A., cotée à la bourse de Paris depuis le 14 décembre 2001.

Le solde du capital de Crédit Agricole S.A. est détenu par le public (y compris les salariés) à hauteur de 43,28 %.

Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. détient 2 146 133 actions propres au 31 décembre 2017, soit 0,08 % de son capital, contre 2 765 736 actions propres au 31 décembre 2016.

Crédit Agricole S.A. coordonne l'action des Caisses régionales et exerce, à leur égard, un contrôle administratif, technique et financier et un pouvoir de tutelle conformément au Code monétaire et financier. Du fait de son rôle d'organe central, confirmé par la loi bancaire, il a en charge de veiller à la cohésion du réseau et à son bon fonctionnement, ainsi qu'au respect, par chaque Caisse régionale, des normes de gestion. Il garantit leur liquidité et leur solvabilité. Par ailleurs, en 1988, les Caisses régionales ont consenti une garantie au bénéfice des tiers créanciers de Crédit Agricole S.A., solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

1.2. Mécanismes financiers internes au Crédit Agricole. — L'appartenance de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire au réseau du Crédit Agricole se traduit en outre par l'adhésion à un système de relations financières dont les règles de fonctionnement sont les suivantes :

— Comptes ordinaires des Caisses régionales : Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole S.A., qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créancier, est présenté au bilan en « Opérations internes au Crédit Agricole - Comptes ordinaires ».

— Comptes d'épargne à régime spécial : Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'Epargne Populaire, Livret de Développement Durable, comptes et plans d'épargne-logement, plans d'épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Comptes créditeurs de la clientèle ».

— Comptes et avances à terme : Les ressources d'épargne (comptes sur livrets, emprunts obligataires et certains comptes à terme, bons et assimilés, etc...) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan. Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

Quatre principales réformes financières internes ont été successivement mises en œuvre. Elles ont permis de restituer aux Caisses régionales, sous forme d'avances dites « avances-miroir » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), 15 %, 25 % puis 33 % et enfin, depuis le 31 décembre 2001, 50 % des ressources d'épargne qu'elles ont collectées et dont elles ont désormais la libre disposition.

Depuis le 1er janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroir) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, 50 % des nouveaux crédits réalisés depuis le 1er janvier 2004 et entrant dans le champ d'application des relations financières entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales peuvent être refinancés sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

Ainsi, deux types d'avances coexistent à ce jour : celles régies par les règles financières d'avant le 1er janvier 2004 et celles régies par les nouvelles règles.

Par ailleurs des financements complémentaires à taux de marché peuvent être accordés aux Caisses régionales par Crédit Agricole S.A.

— Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales : Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôts négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A. où ils sont enregistrés en comptes ordinaires ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

— Placement des excédents de fonds propres des Caisses régionales auprès de Crédit Agricole S.A. : Les excédents disponibles de fonds propres des Caisses régionales peuvent être investis chez Crédit Agricole S.A. sous forme de placements de 3 à 10 ans dont les caractéristiques sont celles des opérations interbancaires du marché monétaire.

— Opérations en devises : Crédit Agricole S.A., intermédiaire des Caisses régionales auprès de la Banque de France, centralise leurs opérations de change.

— Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A. : Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Provisions et dettes subordonnées ».

— Couverture des risques de liquidité et de solvabilité : Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier, Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau et chaque établissement affilié bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du Code monétaire et financier ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au groupe Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R.01-453.

Par ailleurs le dispositif européen de résolution des crises bancaires adopté au cours de l'année 2014 (directive BRRD et règlement sur le mécanisme de résolution unique transposés en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015) introduit plusieurs modifications importantes dans la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, le Conseil de résolution unique, autorité de résolution européenne, a été doté de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R. 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités affiliées du Groupe, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

Dans la conduite de son action en tant qu'autorité de résolution, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution doit respecter le principe fondamental selon lequel aucun créancier ne doit, en résolution, subir de pertes plus importantes que celles qu'il aurait subies si l'entité concernée avait été liquidée selon une procédure normale d'insolvabilité (principe dit du No Creditor Worse Off than on Liquidation – NCWOL – prévu à l'article L. 613-57-1 du Code monétaire et financier et à l'article 73 de la directive BRRD). La nécessité de respecter ce principe conduit Crédit Agricole S.A. à considérer que la garantie accordée en 1988 par les Caisses régionales au bénéfice des créanciers de Crédit Agricole S.A. devra être prise en compte par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, sans toutefois préjuger des modalités de cette prise en compte.

— Garanties spécifiques apportées par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. (Switch) : Suite à l'opération de simplification de la structure du Groupe qui s'est traduite par la cession des participations CCI/CCA détenues par Crédit Agricole S.A. à une société intégralement détenue par les Caisses régionales, SACAM Mutualisation, Crédit Agricole S.A. n'est plus actionnaire des Caisses régionales à l'issue de l'opération ; celle-ci s'est donc accompagnée de la signature de deux avenants à la Convention Cadre de la garantie Switch respectivement signés le 17 février (avenant n°2) et le 21 juillet (avenant n°3) et mettant notamment fin à la garantie sur les CCI/CCA.

Ce dispositif ainsi modifié a pris effet le 1er juillet 2016 et permet désormais de transférer aux Caisses régionales uniquement les exigences prudentielles des participations de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances (CAA) dans la limite d'un plafond contractuel : on parle donc désormais des Switch Assurance.

La bonne fin du dispositif reste sécurisée par des dépôts de garantie versés par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. Ces dépôts de garantie sont calibrés pour matérialiser l'économie de fonds propres réalisée par Crédit Agricole S.A., et sont rémunérés à taux fixe aux conditions de la liquidité long terme.

Ainsi, les garanties Switch Assurance protègent Crédit Agricole S.A. en cas de baisse de la valeur globale de mise en équivalence des participations susvisées, moyennant le versement par les Caisses régionales d'une indemnité compensatrice prélevée sur le dépôt de garantie. Symétriquement en cas de hausse ultérieure de la valeur de mise en équivalence, Crédit Agricole S.A., de par l'application d'une clause de retour à meilleure fortune, peut restituer les indemnités préalablement perçues.

Comptablement, les garanties sont des engagements de hors-bilan assimilables à des garanties données à première demande. Leur rémunération est enregistrée de manière étalée dans la marge d'intérêt en Produit net bancaire. En cas d'appel des garanties, ou le cas échéant lors d'un retour à meilleure fortune ultérieur, la charge d'indemnisation ou le produit de remboursement sont respectivement reconnus en Coût du risque.

Il convient de noter que l'activation des garanties Switch Assurance est semestrielle et s'apprécie sur la base des variations semestrielles de la Valeur de Mise en Equivalence des participations CAA. Lors des arrêts trimestriels, les Caisses régionales sont tenues d'estimer s'il existe un risque d'indemnisation et de le provisionner le cas échéant ; en cas de retour probable à meilleure fortune, aucun produit ne peut être comptabilisé, celui-ci n'étant pas certain. Lors des arrêts semestriels et si les conditions sont vérifiées, les Caisses régionales comptabilisent les effets de l'activation des garanties sous forme d'appel ou de retour à meilleure fortune.

### 1.3 Evénements significatifs relatifs à l'exercice 2017.

Opération de titrisation. — Le 23 février 2017, une nouvelle opération de titrisation (FCT Crédit Agricole Habitat 2017) a été réalisée au sein du Groupe Crédit Agricole, portant sur les créances habitat des 39 Caisses Régionales.

Cette transaction est le premier RMBS français placé dans le marché par le Groupe. Cette opération s'est traduite par une cession de crédits à l'habitat par les 39 Caisses régionales au « FCT Crédit Agricole Habitat 2017 » pour un montant de 1 milliard d'euros. Les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès de 37 investisseurs européens (banques, fonds et banques centrales).

Dans le cadre de cette titrisation, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 30,193 millions d'euros au FCT Crédit Agricole Habitat 2017. Elle a souscrit pour 3,600 millions d'euros des titres subordonnés.

### Note 2. – Principes et méthodes comptables.

Les états financiers de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A., agissant en tant qu'organe central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit Agricole.

Compte tenu de l'intégration de ses Caisses locales dans le périmètre de consolidation, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire publie des comptes individuels et des comptes consolidés.

La présentation des états financiers de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui, à partir des exercices ouverts au 1er janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

2.1 Créances et engagements par signature. — Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Elles sont ventilées selon leur durée initiale ou la nature des concours :

- les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Conformément aux dispositions réglementaires, la rubrique clientèle comporte en outre les opérations réalisées avec la clientèle financière. Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

En application de l'article 2131-1 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

L'application du Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 conduit la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire à comptabiliser les créances présentant un risque d'impayé conformément aux règles suivantes. L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes contribue à permettre d'apprécier l'existence d'un risque de crédit.

**Créances restructurées.** — Ce sont des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc.) afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

Elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur nominale du prêt ;
- et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque. Son amortissement affecte ensuite la marge d'intérêt.

Les crédits restructurés font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé. Ils sont dépréciés individuellement au plus tard au bout de trente jours d'impayés.

Le montant des créances restructurées détenues par la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire s'élève à 86 182 milliers d'euros au 31 décembre 2017 contre 72 523 milliers d'euros au 31 décembre 2016. Sur ces prêts, des décotes sont comptabilisées pour un montant de 934 milliers d'euros.

**Créances douteuses.** — Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins,
- la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré,
- il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Les découverts sont qualifiés d'encours douteux au plus tard à l'issue d'une période de trois mois de dépassement continu des limites résultant de convention de droit ou de fait entre le commerçant et la banque pour ses autres clientèles.

Parmi les encours douteux, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

— Créances douteuses non compromises : Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

— Créances douteuses compromises : Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

**Dépréciations au titre du risque de crédit avéré.** — Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux du contrat, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors-bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

**Traitement comptable des dépréciations.** — Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque, l'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de dépréciation du fait du passage du temps étant inscrite dans la marge d'intérêt.

**Provisions au titre du risque de crédit non affecté individuellement.** — Par ailleurs, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire a également constaté, au passif de son bilan, des provisions destinées à couvrir des risques clientèle non affectés individuellement telles que les provisions Risques pays ou les provisions sectorielles généralement calculées à partir des modèles Bâlois (provision base collective : 33 946 milliers d'euros, provision sectorielle : 72 380 milliers d'euros). Ces dernières visent à couvrir des risques identifiés pour lesquels il existe statistiquement ou historiquement une probabilité de non-recouvrement partiel sur des encours non classés en douteux ou non dépréciés individuellement. Les secteurs couverts sont la filière LBO, professionnels de l'immobilier, secteur industriel-automobile, BTP, boulangerie, hôtel-bar-restaurant, forbearance, machinisme agricole, céréales et agriculture.

**Passage en perte.** — L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'il a de son activité.

**2.2. Portefeuille Titres.** — Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 pour la détermination du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, placement, investissement, activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, participation) en fonction de l'intention initiale de détention des titres qui a été identifiée dans le système d'information comptable dès leur acquisition.

Titres de transaction. — La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire ne détient pas de titres classés dans cette catégorie au 31 décembre 2017.

Titres de placement. — Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres. Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

— Obligations et autres titres à revenu fixe : Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

— Actions et autres titres à revenu variable : Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus des SICAV et des Fonds Communs de Placement sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi, lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêt) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens de l'article 2514-1 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

En outre, pour les titres à revenu fixe, des dépréciations destinées à prendre en compte le risque de contrepartie et comptabilisées en coût du risque, sont constituées sur cette catégorie de titres :

— s'il s'agit de titres cotés, sur la base de la valeur de marché qui tient intrinsèquement compte du risque de crédit. Cependant, si la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire dispose d'informations particulières sur la situation financière de l'émetteur qui ne sont pas reflétées dans la valeur de marché, une dépréciation spécifique est constituée ;

— s'il s'agit de titres non cotés, la dépréciation est constituée de manière similaire à celle des créances sur la clientèle au regard des pertes probables avérées (cf. note 2.1 Créances et engagements par signature – Dépréciations au titre du risque de crédit avéré).

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

Titres d'investissement. — Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient. En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est constituée conformément aux dispositions du Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières, du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 ; elle est enregistrée dans la rubrique « Coût du risque ».

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément à l'article 2341-2 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Titres de l'activité de portefeuille. — La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire ne détient pas de titres classés dans cette catégorie au 31 décembre 2017.

Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme :

— Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

— Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.

— Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

Prix de marché. — Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

— les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent,  
 — si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

Dates d'enregistrement. — La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire enregistre les titres classés en titres d'investissement à la date de règlement-livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés, sont enregistrés à la date de négociation.

Pensions livrées. — Les titres donnés en pension livrée sont maintenus au bilan et le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension livrée ne sont pas inscrits au bilan mais le montant décaissé, représentatif de la créance sur le cédant, est enregistré à l'actif du bilan.

Les titres donnés en pension livrée font l'objet des traitements comptables correspondant à la catégorie de portefeuille dont ils sont issus.

Reclassement de titres. — Conformément aux articles 2381-1 à 2381-5 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

— du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance,

— du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire n'a pas opéré, en 2017, de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

2.3 Immobilisations. — La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le règlement de l'ANC n° 2015-06 modifie la comptabilisation au bilan du mali technique de fusion ainsi que son suivi dans les comptes sociaux. Le mali ne doit plus être comptabilisé globalement et systématiquement au poste « Fonds commercial » ; il doit être comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ». Le mali est amorti, déprécié, sorti du bilan selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire, suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Gros œuvre	25 à 40 ans
Agencement	8 à 12 ans
Second œuvre	
Installations techniques	5 à 8 ans
Autres agencements	8 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans (dégressif ou linéaire)
Matériel spécialisé	4 à 5 ans (dégressif ou linéaire)
Mobilier	8 à 12 ans

Enfin, les éléments dont dispose la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que des tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existante.

2.4. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle. — Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit,
- comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole,
- comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.5 Les dettes représentées par un titre. — sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables et emprunts obligataires, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire applique également la méthode d'étalement des frais d'emprunts dans ses comptes individuels.

Les commissions de services financiers, versées aux Caisses régionales, sont comptabilisées en charges dans la rubrique « Commissions (charges) ».

2.6. Provisions. — La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen trimestriel.

La provision pour risque de déséquilibre du contrat épargne-logement est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

— le comportement des souscripteurs, ainsi que l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur. Ces estimations sont établies à partir d'observations historiques de longue période.

— la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

Les modalités de calcul de cette provision sont établies en conformité avec le Titre 6 Epargne réglementée du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Provision pour risques sur GIE d'investissement. — Afin de donner une image fidèle de ses comptes, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire constitue une provision spécifique pour pertes et charges dans le but de compenser l'incidence temporaire sur la charge d'impôt et sur le résultat net, de la participation de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire à certains GIE réalisant des opérations de financement par crédit-bail ou des opérations particulières. Cette provision d'exploitation sera reprise au fur et à mesure des suppléments d'impôts que devra acquitter la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire au cours des exercices ultérieurs, de manière à neutraliser l'impact de ces opérations sur le résultat net.

2.7. Fonds pour risques bancaires généraux (F.R.B.G.). — Conformément aux dispositions prévues par la IV<sup>ème</sup> directive européenne et le règlement CRBF 90-02 du 23 février 1990 modifié relatifs aux fonds propres, les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués par la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

Ils sont repris pour couvrir la concrétisation de ces risques en cours d'exercice.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire dispose d'un FRBG de 83 203 milliers d'euros au 31 décembre 2017.

2.8. Opérations sur les Instruments financiers à terme et conditionnels. — Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du Titre 5 Les instruments financiers à terme du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie. La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire utilise les instruments financiers à terme ou conditionnels essentiellement à des fins de couverture.

Opérations de couverture. — Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de Crédit Agricole S.A (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Opérations de marché :

Les opérations de marché regroupent :

— les positions ouvertes isolées (catégorie « a » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07),

— la gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie « d » article 2522 du règlement ANC 2014-07).

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Celle-ci est déterminée à partir des prix de marché disponibles, s'il existe un marché actif, ou à l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Pour les instruments :

— en position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé ;

— en position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement ;

— faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé.

Risque de contrepartie sur les dérivés. — Conformément au règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire intègre l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (Credit Valuation Adjustment ou CVA) dans la valeur de marché des dérivés. A ce titre, seuls les dérivés comptabilisés en position ouverte isolée et en portefeuille de transaction (respectivement les dérivés classés selon les catégories a et d de l'article 2522-1. du règlement précité) font l'objet d'un calcul de CVA.

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire.

Le calcul du CVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables.

Elle repose :

- prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS nominatifs cotés (ou CDS Single Name) ou les CDS indiciels,
- en l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie, d'une approximation fondée sur la base d'un panier de CDS S/N de contreparties du même rating, opérant dans le même secteur et localisées dans la même région.

Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

2.9. Opérations en devises. — Les créances et les dettes monétaires ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors-bilan libellés en devises sont convertis au cours de marché en vigueur à la date d'arrêt ou au cours de marché constaté à la date antérieure la plus proche.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

A chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatées sont portés au compte de résultat sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de négociation - Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés ».

Dans le cadre de l'application du Titre 7 Comptabilisation des opérations en devises du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire a mis en place une comptabilité multi-devises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

2.10. Engagements hors-bilan. — Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change. De même, il ne comporte pas les engagements reçus concernant les Bons du Trésor, les valeurs assimilées et les autres valeurs données en garantie.

Ces éléments sont toutefois détaillés dans l'annexe aux notes 25 et 26.

2.11. Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement. — La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

L'intéressement est couvert par l'accord du 21 juin 2016.

La participation et l'intéressement figurent dans les « Frais de personnel ».

2.12. Avantages au personnel postérieurs à l'emploi. — Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire a appliqué, à compter du 1er janvier 2013, la recommandation 2013-02 de l'Autorité des normes comptables du 07 novembre 2013 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans la section 4 du chapitre II du titre III du règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014.

En application de ce règlement, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projetés. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire a opté pour la méthode 2 qui prévoit notamment la comptabilisation des profits ou pertes constatés au titre des modifications des régimes à prestations définies au moment où se produit la réduction ou la liquidation.

Le règlement autorise également la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode du corridor ou selon toute autre méthode conduisant à les comptabiliser plus rapidement en résultat.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire a fait le choix de reconnaître les écarts actuariels à partir de l'exercice suivant et de façon étalée sur la durée de vie active moyenne résiduelle du personnel bénéficiant du régime, par conséquent le montant de la provision est égal à :

— la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par le règlement,

— majorée des profits actuariels (minorée des pertes actuarielles) restant à étaler,

— diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Les engagements de retraites et avantages similaires souscrits par la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire sont précisés en note 17

Plans de retraite – régimes à cotisations définies. — Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « Frais de personnel ».

2.13. Stock-options et souscription d'actions proposées aux salariés dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise

Souscriptions d'actions dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise. — Les souscriptions d'actions proposées aux salariés dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise, avec une décote maximum de 20 %, ne comportent pas de période d'acquisition des droits mais sont grevées d'une période d'incessibilité de 5 ans. Ces souscriptions d'actions sont comptabilisées conformément aux dispositions relatives aux augmentations de capital.

2.14. Charges et produits exceptionnels. — Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire n'a pas comptabilisé de charge ou de produit exceptionnel sur l'exercice.

2.15. Impôt sur les bénéfices (charge fiscale). — D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre les conséquences de la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %.

Les crédits d'impôt sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur le bénéfice » du compte de résultat

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale. En raison de l'objectif poursuivi par le législateur de permettre la diminution des charges de personnel par le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE), la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire a fait le choix de comptabiliser le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (article 244 quater C du Code général des impôts) en déduction des charges de personnel et non en diminution de l'impôt.

Note 3. – Créances sur les établissements de crédit - Analyse par durée résiduelle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017							31/12/2016
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Établissements de crédit								
Comptes et prêts :								
A vue	35				35		35	10 300
A terme	650			22 162	22 812	2	22 814	650
Valeurs reçues en pension								
Titres reçus en pension livrée								
Prêts subordonnés				1 948	1 948		1 948	1 948
Total	685			24 110	24 795	2	24 797	12 898
Dépréciations								
Valeur nette au bilan							24 797	12 898
Opérations internes au Crédit Agricole								
Comptes ordinaires	104 991				104 991	3	104 994	65 900
Comptes et avances à terme	2 159	4 221	39 130	255 433	300 943	4 592	305 535	310 474
Titres reçus en pension livrée		72 834	158 797		231 631		231 631	
Prêts subordonnés								
Total	107 150	77 055	197 927	255 433	637 565	4 595	642 160	376 374
Dépréciations								
Valeur nette au bilan							642 160	376 374
Total							666 957	389 272

Commentaires:

Les prêts subordonnés et participatifs consentis aux établissements de crédit s'élèvent à 1 948 milliers d'euros.

Les titres subordonnés en portefeuille s'élèvent à 16 199 milliers d'euros.

Les créances sur établissements de crédit ne sont pas éligibles au refinancement de la banque centrale.

Opérations internes au Crédit Agricole : en matière de comptes et avances à terme, cette rubrique enregistre les placements monétaires réalisés par la Caisse régionale auprès de Crédit Agricole S.A. dans le cadre des Relations Financières Internes.

Note 4. – Opérations avec la clientèle.

4.1. Opérations avec la clientèle - analyse par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017							31/12/2016
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Créances commerciales	18 751	1 101			19 852	127	19 979	38 277
Autres concours à la clientèle	622 725	1 209 940	4 248 566	6 117 367	12 198 598	41 472	12 240 070	11 821 460
Valeurs reçues en pension livrée								
Comptes ordinaires débiteurs	47 803				47 803	244	48 047	67 833
Dépréciations							-222 222	-236 569
Valeur nette au bilan							12 085 874	11 691 001

Commentaires :

La variation de la ligne « Autres concours à la clientèle » pour 418 610 milliers d'euros s'explique principalement par une augmentation des encours en portefeuille relatifs aux crédits à l'habitat pour 338 345 milliers d'euros.

Les prêts subordonnés et participatifs consentis à la clientèle s'élèvent à 1 583 milliers d'euros.

Les titres subordonnés en portefeuille s'élèvent à 51 614 milliers d'euros.

Parmi les créances sur la clientèle 2 091 946 milliers d'euros sont éligibles au refinancement de la banque centrale au 31 décembre 2017 contre 2 064 797 milliers d'euros au 31 décembre 2016.

Le montant des créances restructurées au 31 décembre 2017 s'élève à 86 182 milliers d'euros contre 72 523 milliers d'euros au 31 décembre 2016.

#### 4.2. Opérations avec la clientèle - Analyse par zone géographique :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
France (y compris DOM-TOM)	12 210 055	11 821 922
Autres pays de L'U.E.	24 020	28 677
Autres pays d'Europe	9 756	9 586
Amérique du Nord	3 795	3 373
Amérique Centrale et du Sud	3 743	1 424
Afrique et Moyen-Orient	6 887	6 625
Asie et Océanie (hors Japon)	7 997	6 069
Japon		
Non ventilés et organismes internationaux		
Total en principal	12 266 253	11 877 676
Créances rattachées	41 843	49 894
Dépréciations	-222 222	-236 569
Valeur nette au bilan	12 085 874	11 691 001

#### 4.3. Opérations avec la clientèle - Encours douteux et dépréciations par zone géographique :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017					31/12/2016				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
France (y compris DomTom)	12 251 647	294 432	178 271	-221 240	-143 590	11 871 510	312 598	195 227	-234 970	
Autres pays de L'U.E.	24 194	879	866	-852	-847	28 926	1 490	1 420	-1 444	
Autres pays d'Europe	9 776	18	18	-18	-18	9 606	20	20	-18	
Amérique du Nord	3 800	2	2	-2	-2	3 377	2	2	-2	
Amérique Centrale et du Sud	3 762					1 433				
Afrique et Moyen-Orient	6 910	168	155	-110	-105	6 640	277	3	-135	
Asie et Océanie (hors Japon)	8 007					6 078				
Japon										
Non ventilés et organismes internationaux										
Total	12 308 096	295 499	179 312	-222 222	-144 562	11 927 570	314 387	196 672	-236 569	

#### 4.4. Opérations avec la clientèle - Analyse par agents économiques :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017					31/12/2016				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
Particuliers	6 808 734	134 565	74 738	-89 619	-54 190	6 478 701	140 407	76 033	-93 322	-54 031
Agriculteurs	1 419 637	33 863	21 552	-29 112	-19 376	1 400 995	29 267	20 630	-24 885	-18 242
Autres professionnels	1 296 692	64 569	46 023	-50 310	-37 407	1 263 928	65 205	46 653	-51 797	-38 442
Clientèle financière	262 408	3 684	2 520	-2 967	-1 961	276 250	4 978	3 681	-4 011	-3 098
Entreprises	1 664 152	58 304	34 183	-49 737	-31 332	1 581 220	74 188	49 349	-62 222	-42 772
Collectivités publiques	806 096					871 762				
Autres agents économiques	50 377	514	296	-477	-296	54 714	342	326	-332	-317

Total	12 308 096	295 499	179 312	-222 222	-144 562	11 927 570	314 387	196 672	-236 569	-156 902
-------	------------	---------	---------	----------	----------	------------	---------	---------	----------	----------

Note 5. – Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017					31/12/2016
	Transaction	Placement	Titres de l'activité de portefeuille	Investissement	Total	Total
Effets publics et valeurs assimilées :				193 554	193 554	146 973
Dont surcote restant à amortir				2 829	2 829	3 591
Dont décote restant à amortir				-5 976	-5 976	-3 318
Créances rattachées				689	689	676
Dépréciations						
Valeur nette au bilan				194 243	194 243	147 649
Obligations et autres titres à revenu fixe (1):						
Émis par organismes publics				132 314	132 314	133 050
Autres émetteurs		11 686		460 996	472 682	414 406
Dont surcote restant à amortir		20		3 965	3 985	2 778
Dont décote restant à amortir		-825		-650	-1 475	-1 604
Créances rattachées		132		4 309	4 441	4 161
Dépréciations		-5			-5	-50
Valeur nette au bilan		11 813		597 619	609 432	551 567
Actions et autres titres à revenu variable		606 086			606 086	703 639
Créances rattachées						
Dépréciations		-2 076			-2 076	-1 538
Valeur nette au bilan		604 010			604 010	702 101
Total		615 823		791 862	1 407 685	1 401 317
Valeurs estimatives		646 579		819 252	1 465 831	1 467 819

(1) : dont 67 813 milliers d'euros de titres subordonnés (hors créances rattachées) au 31 décembre et 64 739 milliers d'euros au 31 décembre 2016

— Le montant des cessions de titres d'investissement intervenues avant l'échéance conformément aux dispositions dérogatoires prévues à l'article 2341-2 du règlement ANC 2014-07, s'est élevé à 450 milliers d'euros. Les plus ou moins-values dégagées à cette occasion s'élèvent à 30 milliers d'euros.

Valeurs estimatives : La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres de placement s'élève à 30 888 milliers d'euros au 31 décembre 2017, contre 31 224 milliers d'euros au 31 décembre 2016.

La valeur estimative des titres de placement correspond au dernier cours de bourse.

La valeur estimée des plus ou moins-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à 32 387 milliers d'euros au 31 décembre 2017, contre 40 115 milliers d'euros au 31 décembre 2016.

5.1. Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille (hors effets publics) : ventilation par grandes catégories de contrepartie :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Administration et banques centrales (y compris Etats)	132 314	133 051
Établissements de crédit	84 888	73 826
Clientèle financière	928 909	1 027 882
Collectivités locales		
Entreprises, assurances et autres clientèles	64 971	16 336
Divers et non ventilés		
Total en principal	1 211 082	1 251 095
Créances rattachées	4 441	4 161
Dépréciations	-2 081	-1 588
Valeur nette au bilan	1 213 442	1 253 668

5.2. Ventilation des titres cotés et non cotés à revenu fixe ou variable :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017				31/12/2016			
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Titres à revenu fixe ou variable	604 996	193 554	606 086	1 404 636	547 456	146 973	703 639	1 398 068

30 avril 2018	BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES							Bulletin n°52
Dont titres cotés	302 365	193 554	11	495 930	248 425	146 973	11	395 409
Dont titres non cotés (1)	302 631		606 075	908 706	299 031		703 628	1 002 659
Créances rattachées	4 441	689		5 130	4 161	676		4 837
Dépréciations	-5		-2 076	-2 081	-50		-1 538	-1 588
Valeur nette au bilan	609 432	194 243	604 010	1 407 685	551 567	147 649	702 101	1 401 317
<i>Commentaires :</i> (1) La répartition des parts d'OPCVM est la suivante : OPCVM français 604 000 milliers d'euros dont OPCVM français de capitalisation 575 383 milliers d'euros Les OPCVM sous contrôle exclusif figurent à l'actif du bilan pour 59 968 milliers d'euros. Leur valeur estimative au 31 décembre 2017 s'élève à 61 402 milliers d'euros.								

La répartition de l'ensemble des OPCVM par nature est la suivante au 31 décembre 2017 :

(En milliers d'Euros)	Valeur d'inventaire	Valeur liquidative
OPCVM monétaires	252 392	252 392
OPCVM obligataires	61 661	73 582
OPCVM actions		
OPCVM autres	289 947	307 414
Total	604 000	633 388

5.3 Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017							31/12/2016
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Obligations et autres titres à revenu fixe								
Valeur brute	16 067	9 036	197 350	382 543	604 996	4 441	609 437	551 617
Dépréciations							-5	-50
Valeur nette au bilan	16 067	9 036	197 350	382 543	604 996	4 441	609 432	551 567
Effets publics et valeurs assimilées								
Valeur brute			74 829	118 725	193 554	689	194 243	147 649
Dépréciations								
Valeur nette au bilan			74 829	118 725	193 554	689	194 243	147 649

Note 6. – Titres de participation et de filiales.

Sauf mention spécifique, les données présentées sont des informations au 31 décembre 2017.

Informations financières	Capital	Quote-part de capital détenue (en %)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	PNB ou chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) (1)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
			Brutes	Nettes				
Participations dont la valeur d'inventaire excède 1% du capital de la société astreinte à la publication								
Parts dans les entreprises liées détenues dans des établissements de crédit :								
Participations dans des établissements de crédit :								
SAS RUE LA BOETIE	18 985 277	2,87%	558 852	558 852			893 492	27 555
Autres parts dans les entreprises liées :								
CENTRE_LOIRE_IMMOBILIER	5 000	100%	9 149	5 000		1 143	615	
CENTRE LOIRE EXPANSION	10 500	100%	10 500	10 500			1 399	
CENTRE LOIRE INVESTISSEMENT	30 000	100%	30 000	26 127		1 087	-305	
CENTRE LOIRE PROMOTION	6 822	100%	25 502	19 548	13 002	93	104	
MY LOIRE VALLEY	150	100%	150	150	150			
Autres titres de participations :								
CARCIE	3 000	36%	1 080	802		1 327	226	
CARVEST	300	6,18%	25	25		2 319	308	19

ORLEANS GESTION	720	2.50%	23	23		12 472	736	
SEM VIERZON	500	3.70%	19	19		657	-259	
SEMDO	4 595	2.19%	84	84		12 311	159	
SEM PATRIMONIALE ORLEANS	4 000	3.15%	126	113		465	-148	
SAFER BOURGOGNE	3 358	3.38%	42	42		22 464	180	
SAFER CENTRE	947	10.63%	96	96		9 942	699	
TERRE DE BOURGOGNE	177	3.51%	5	5		1 603	123	1
CENTRE CAPITAL DEVELOPPEMENT	11 467	2.01%	228	228			3 001	
SAEM_LOIRE	336	3%	10	10		172	44	
SEPAL	46	23.33%	42	42		529	30	
SEPAC	11	12.77%	1	1		460	17	
SIRCA	7	2.04%	0	0		105 457	45	1
CERTIFICAT ASSOCIATION	138 440	2.12%	2 843	2 843				
SACAM PARTICIPATION	62 558	2.77%	2 005	2 005		251	1 945	
SACAM FIRECA	22 510	2.73%	1 220	586			-396	
SACAM ASSURANCE CAUTION	9 073	2.54%	981	981			1 930	42
SAS MIROMESNIL	38	2.85%	1	1			5	
SAS SEGUR	38	2.85%	1	1			5	
SCI CAM	14 563	2.92%	424	424		3 463	1 668	
SACAM AVENIR	145 931	3.09%	4 503	4 503			-26	
GIE CA INNOVE	950	2.97%	120	21			-231	
SAS SACAM DEVELOPPEMENT	725 471	3.16%	33 843	33 843	10 784		-18 242	
SACAM INTERNATIONAL	522 023	3.12%	28 115	18 181			-16 520	319
CREDIT AGRICOLE TITRE	31 234	2.12%	624	624		141 925	1 331	
CA PAYMENTS ET SERVICES	14 008	1.42%	198	198		267 132	90	
RADIAN	750	1.34%	34	30			30	
C2MS	53 053	1.40%	744	744			8 600	57
SACAM_CENTRE	3 162	20.88%	671	671			-6	
SODICAR	48	27.08%	412				-9	
SACAM IMMOBILIER	139 588	2.65%	3 702	3 702			4 141	104
CARIOU HOLDING	70 000	1.43%	1 001	1 001			-4 305	
SAS DELTA	79 550	2.80%	2 229	2 229			-26	
SQUARE ACHAT	782	7.65%	30	30		613	-41	
CREDIT AGRICOLE CAPITAL PME	30 000	7.65%	4 030	4 030			-9	
SACAM MUTUALISATION	18 556 677	2.60%	482 411	482 411			-1 036	7 125
CA CHEQUES	2 160	2.86%	80	80		5 781	73	
GRANDS CRUS INVESTISSEMENTS	62 291	2.35%	2 000	2 000			676	
ORLEANS SPECTACLES	40	2.40%	14	14		1 620	47	
CREDIT AGRICOLE INNOVATIONS ET TERRITOIRES		2.19%	211	211				
SOFIPAR ARIANE 5			1 300	1 300	1 300			

Participations dont la valeur d'inventaire est inférieure à 1% du capital de la société astreinte à la publication

Parts dans les entreprises liées dans les établissements de crédit :

Participations dans des établissements de crédit :

Autres parts dans les entreprises liées :

Autres titres de participations :

	143 106		2 387	2 384	3 428	40 163	17 888	40
Total			1 186 982	1 161 630	28 663	663 448	898 046	35 262

6.1. Valeur estimative des titres de participation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
Parts dans les entreprises liées				
Titres non cotés	62 299	52 885	60 649	50 544
Titres cotés				

Avances consolidables	13 152	13 152	14 001	14 001
Créances rattachées	135	135	7	7
Dépréciations	-13 976		-14 503	
Valeur nette au bilan	61 610	66 172	60 154	64 552
Titres de participation et autres titres détenus à long terme				
Titres de participation				
Titres non cotés	1 121 837	1 401 399	1 118 700	1 361 962
Titres cotés				
Avances consolidables	12 083	12 083	12 628	12 110
Créances rattachées	337	337	338	338
Dépréciations	-11 376		-12 639	
Sous-total titres de participation	1 122 881	1 413 819	1 119 027	1 374 410
Autres titres détenus à long terme				
Titres non cotés	2 847	2 860	2 742	2 755
Titres cotés				
Avances consolidables	3 428	3 428	3 541	3 541
Créances rattachées	4	4	4	4
Dépréciations				
Sous-total autres titres détenus à long terme	6 279	6 292	6 287	6 300
Valeur nette au bilan	1 129 160	1 420 111	1 125 314	1 380 710
Total des titres de participation	1 190 770	1 486 283	1 185 468	1 445 262

(En milliers d'Euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
Total valeurs brutes				
Titres non cotés	1 186 983		1 182 091	
Titres cotés				
Total	1 186 983		1 182 091	

Les valeurs estimatives sont déterminées d'après la valeur d'utilité des titres ; celle-ci n'est pas nécessairement la valeur de marché.

#### Note 7. – Variation de l'actif immobilisé.

Immobilisations financières :

(En milliers d'Euros)	01/01/2017	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements (1)	31/12/2017
Parts dans les entreprises liées					
Valeurs brutes	60 649	1 650			62 299
Avances consolidables	14 001	2 051	-2 900		13 152
Créances rattachées	7	961	-833		135
Dépréciations	-14 503		527		-13 976
Valeur nette au bilan	60 154	4 662	-3 206		61 610
Titres de participation et autres titres détenus à long terme					
Titres de participation					
Valeurs brutes	1 118 700	5 812	-2 675		1 121 837
Avances consolidables	12 628		-545		12 083
Créances rattachées	338	3 288	-3 289		337
Dépréciations	-12 639	-1 071	2 334		-11 376
Sous-total titres de participation	1 119 027	8 029	-4 175		1 122 881
Autres titres détenus à long terme					
Valeurs brutes	2 742	297	-192		2 847
Avances consolidables	3 541		-113		3 428
Créances rattachées	4	87	-87		4
Dépréciations					
Sous-total autres titres détenus à long terme	6 287	384	-392		6 279
Valeur nette au bilan	1 125 314	8 413	-4 567		1 129 160
Total	1 185 468	13 075	-7 773		1 190 770

— Immobilisations corporelles et incorporelles :

(En milliers d'Euros)	01/01/2017	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements (1)	31/12/2017
Immobilisations corporelles					
Valeurs brutes	248 870	4 756	-4 949		248 677
Amortissements et dépréciations	-164 740	-12 749	3 359		-174 130
Mali technique de fusion sur immobilisations corporelles					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
Valeur nette au bilan	84 130	-7 993	-1 590		74 547
Immobilisations incorporelles					
Valeurs brutes	8 447	1			8 448
Amortissements et dépréciations	-6 912				-6 912
Mali technique de fusion sur immobilisations incorporelles					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
Valeur nette au bilan	1 535	1			1 536
Total	85 665	-7 992	-1 590		76 083

Note 8. – Comptes de régularisation et actifs divers.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Autres actifs (1)		
Instruments conditionnels achetés	198	245
Comptes de stock et emplois divers		
Débiteurs divers (2)	194 578	223 521
Gestion collective des titres Livret de développement durable		
Comptes de règlement	36	34
Valeur nette au bilan	194 812	223 800
Comptes de régularisation		
Comptes d'encaissement et de transfert	206	31 715
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	32	34
Pertes latentes et pertes à étaler sur instruments financiers		
Charges constatées d'avance	200	42
Produits à recevoir sur engagements sur instruments financiers à terme	1 768	1 049
Autres produits à recevoir	52 428	53 043
Charges à répartir		
Autres comptes de régularisation	13 275	2 290
Valeur nette au bilan	67 909	88 173
Total	262 721	311 973

(1) Les montants incluent les créances rattachées.  
(2) dont 77 320 milliers d'euros au titre du dépôt de garantie MATIF dans le cadre du programme EMIR et 580 milliers d'euros au titre de la contribution au Fonds de Résolution versée sous forme d'un dépôt de garantie. Ce dépôt de garantie est utilisable par le Fonds de Résolution, à tout moment et sans condition, pour financer une intervention.

Note 9. – Dépréciations inscrites en déduction de l'actif.

(En milliers d'Euros)	Solde au 01/01/2017	Dotations	Reprises et utilisations	Désactualisation	Autres mouvements	Solde au 31/12/2017
Sur opérations interbancaires et assimilées						
Sur créances clientèle	236 569	84 160	-96 477	-2 030		222 222
Sur opérations sur titres	1 588	1 562	-1 069			2 081
Sur valeurs immobilisées	28 047	1 071	-2 861			26 257
Sur autres actifs	464	377	-38			803
Total	266 668	87 170	-100 445	-2 030		251 363

Note 10. – Dettes envers les établissements de crédit - analyse par durée résiduelle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017							31/12/2016
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total

Établissements de crédit								
Comptes et emprunts :								
A vue	5 019				5 019		5 019	560
A terme				24 110	24 110		24 110	1 948
Valeurs données en pension								
Titres donnés en pension livrée								
Valeur au bilan	5 019			24 110	29 129		29 129	2 508
Opérations internes au Crédit Agricole								
Comptes ordinaires	89 911				89 911	426	90 337	68 481
Comptes et avances à terme	1 296 096	2 817 150	2 421 561	1 973 123	8 507 930	2 627	8 510 557	8 387 157
Titres donnés en pension livrée		72 834	158 797		231 631	524	232 155	125
Valeur au bilan	1 386 007	2 889 984	2 580 358	1 973 123	8 829 472	3 577	8 833 049	8 455 763
Total	1 391 026	2 889 984	2 580 358	1 997 233	8 858 601	3 577	8 862 178	8 458 271

Opérations internes au Crédit Agricole : Ce poste est constitué pour une large part des avances accordées par Crédit Agricole S.A. et nécessaires au financement de l'encours des prêts sur avances octroyés par la Caisse régionale.

Note 11. – Comptes créditeurs de la clientèle.

11.1. Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017							31/12/2016
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Comptes ordinaires créditeurs	3 383 063				3 383 063	11	3 383 074	2 984 795
Comptes d'épargne à régime spécial :	68 130				68 130		68 130	66 808
A vue	68 130				68 130		68 130	66 808
A terme								
Autres dettes envers la clientèle :	272 658	156 742	331 088	102 525	863 013	11 211	874 224	1 132 621
A vue	6 856				6 856		6 856	48 226
A terme	265 802	156 742	331 088	102 525	856 157	11 211	867 368	1 084 395
Valeurs données en pension livrée								
Valeur au bilan	3 723 851	156 742	331 088	102 525	4 314 206	11 222	4 325 428	4 184 224

11.2. Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par agents économiques :

(En milliers d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Particuliers	2 035 248	1 968 462
Agriculteurs	328 843	330 958
Autres professionnels	257 267	250 141
Clientèle financière	97 307	69 211
Entreprises	1 411 178	1 376 062
Collectivités publiques	4 742	5 474
Autres agents économiques	179 621	160 606
Total en principal	4 314 206	4 160 914
Dettes rattachées	11 222	23 310
Valeur au bilan	4 325 428	4 184 224

Note 12. – Dettes représentées par un titre.

12.1. Dettes représentées par un titre - analyse par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017							31/12/2016
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Bons de caisse								
Titres du marché interbancaire								

30 avril 2018

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES

Bulletin n°52

Titres de créances négociables (1)	15 465	54 700	2 250		72 415	474	72 889	85 723
Emprunts obligataires								
Autres dettes représentées par un titre								
Valeur nette au bilan	15 465	54 700	2 250		72 415	474	72 889	85 723

Note 13. – Comptes de régularisation et passifs divers.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Autres passifs (1)		
Opérations de contrepartie (titres de transaction)		
Dettes représentatives de titres empruntés		
Instruments conditionnels vendus	198	248
Comptes de règlement et de négociation		
Créditeurs divers	89 415	86 482
Versements restant à effectuer sur titres	7 072	4 458
Valeur au bilan	96 685	91 188
Comptes de régularisation		
Comptes d'encaissement et de transfert	32 843	35 975
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	16	20
Gains latents et gains à étaler sur instruments financiers	1	3
Produits constatés d'avance	60 553	55 049
Charges à payer sur engagements sur instruments financiers à terme	7 654	8 349
Autres charges à payer	42 943	36 089
Autres comptes de régularisation	18 038	17 738
Valeur au bilan	162 048	153 223
Total	258 733	244 411

(1) Les montants incluent les dettes rattachées.

Note 14. – Provisions.

(En milliers d'Euros)	Solde au 01/01/2017	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	Solde au 31/12/2017
Provisions pour engagements de retraite et assimilés (10)	104		-28			76
Provisions pour autres engagements sociaux	1 373	47	-113			1 307
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	7 902	6 570		-2 385		12 087
Provisions pour litiges fiscaux (1)	28	15	-29			14
Provisions pour autres litiges	7 626	2 321	-190	-1 775		7 982
Provision pour risques pays (2)						
Provisions pour risques de crédit (3)	114 381	357 490		-365 544		106 327
Provisions pour restructurations (4)						
Provisions pour impôts (5)	3 946			-535		3 411
Provisions sur participations (6)	76			-76		
Provisions pour risques opérationnels (7)	5 603	1 907	-8	-1 246		6 256
Provisions pour risque de déséquilibre du contrat épargne logement (8)	21 323	13		-5 637		15 699
Autres provisions (9)	7 005	1 606	-3 024	-1 762		3 825
Valeur au bilan	169 367	369 969	-3 392	-378 960		156 984

(1) Provisions couvrant des redressements fiscaux déjà notifiés.  
(2) Ces provisions sont établies sur base collective à partir notamment des estimations découlant des modèles CRR/CRD4.  
(3) Cette provision est destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement.  
(4) Voir note 15 ci-après.  
(5) Y compris les provisions pour risques sur GIE d'investissement.

Note 15. – Épargne logement.

— Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
-----------------------	------------	------------

Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans	215 615	1 081 205
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 020 428	507 628
Ancienneté de plus de 10 ans	1 162 275	657 172
Total plans d'épargne-logement	2 398 318	2 246 005
Total comptes épargne-logement	298 265	293 392
Total encours collectes au titre des contrats épargne-logement	2 696 583	2 539 397

L'ancienneté est déterminée conformément au Titre 6 Épargne réglementée du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les encours de collecte sont des encours hors prime d'état.

— Encours de crédits octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Plans d'épargne-logement	3 143	4 312
Comptes épargne-logement	18 164	25 186
Total encours de crédit en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement	21 307	29 498

— Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans	238	8 169
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	8 435	2 860
Ancienneté de plus de 10 ans	7 013	10 294
Total plans d'épargne-logement	15 686	21 323
Total comptes épargne-logement	13	
Total provision au titre des contrats épargne-logement	15 699	21 323

(En milliers d'Euros)	01/01/2017	Dotations	Reprises	31/12/2017
Plans d'épargne-logement	21 323		5 637	15 686
Comptes épargne-logement		13		13
Total provision au titre des contrats épargne-logement	21 323	13	5 637	15 699

La dotation de la provision épargne logement au 31 décembre 2017 est liée à l'actualisation des paramètres de calcul et notamment à la baisse de la marge collecte.

Note 16. – Engagements sociaux avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies.

**Les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi** désignent les accords formalisés ou non formalisés en vertu desquels une entreprise verse des avantages postérieurs à l'emploi à un ou plusieurs membres de son personnel.

**Les régimes à prestations définies** désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes à cotisations définies.

**Les régimes à cotisations définies** désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels une entreprise verse des cotisations définies à une entité distincte (un fonds) et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

D'autre part, la recommandation 2013-02 du 07 novembre 2013, recommandation abrogée et intégrée dans la section 4 du chapitre II du titre III du règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014, reprend les dispositions de la norme IAS 19 relative aux avantages du personnel, à l'exception de celles relatives aux avantages à court terme et à ceux payés sous forme d'instrument de capitaux propres.

— Variations de la dette actuarielle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Dette actuarielle au 31/12/N-1	34 422	31 252
Coût des services rendus sur l'exercice	2 277	1 987
Coût financier	459	608
Cotisations employés	0	0
Modifications, réductions et liquidations de régime	0	0
Variation de périmètre	-14	-100
Indemnités de cessation d'activité	0	0
Prestations versées (obligatoire)	-2 690	-1 827
(Gains) / pertes actuariels	553	2 502
Dette actuarielle au 31/12/N	35 007	34 422

— Détail de la charge comptabilisée au compte de résultat :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Coût des services rendus	2 277	1 987
Coût financier	459	608
Rendement attendu des actifs	-385	-562
Coût des services passés	0	0
Amortissement des (Gains) / pertes actuariels net	437	193
(Gains) / pertes sur réductions et liquidations de régimes	0	0
(Gains) / pertes du(e)s au changement de limitation d'actif	0	0
Charge nette comptabilisée au compte de résultat	2 787	2 227

— Variations de juste valeur des actifs des régimes :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Juste valeur des actifs / droits à remboursement au 31/12/N-1	29 723	28 829
Rendement attendu des actifs	385	562
Gains / (pertes) actuariels	111	5
Cotisations payées par l'employeur	2 816	2 254
Cotisations payées par les employés	0	0
Modifications, réductions et liquidations de régime	0	0
Variation de périmètre	-14	-100
Indemnités de cessation d'activité	0	0
Prestations payées par le fonds	-2 690	-1 827
Juste valeur des actifs / droits a remboursement au 31/12/N	30 331	29 723

— Composition des actifs des régimes. — Les actifs des régimes sont constitués de polices d'assurances éligibles :

- Prédica : pour les indemnités de fin de carrière, les engagements de retraite.
- Fomugei : pour les engagements de retraite des présidents de Caisse Régionale.
- Adicam : pour le régime de retraite supplémentaire des cadres dirigeants.

— Variations de la provision :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Dettes actuarielles au 31/12/N	-35 007	-34 422
Impact de la limitation d'actifs	0	0
Gains et (pertes) actuariels restant à étaler	4 601	4 595
Juste valeur des actifs fin de période	30 331	29 723
Position nette (passif) / actifs au 31/12/N	-76	-104

— Rendement des actifs des régimes :

Rendement des actifs de régime sur 2017		
Indemnités de Fin de carrière 1,37%	Retraite des présidents 0,89%	Retraite des cadres dirigeants 1,37%

— Hypothèses actuarielles utilisées :

Taux d'actualisation sur 2017		
Indemnités de Fin de carrière 1,38%	Retraite des présidents 0,91%	Retraite des cadres dirigeants 1,38%

Au 31 décembre 2017, les taux de sensibilité démontrent que :

— une variation de plus 50bp des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de :

- 5,79 % pour les indemnités de fin de carrière;
- 0,90 % pour la retraite des présidents ;
- 3,05 % pour la retraite des cadres dirigeants ;

— une variation de moins de 50bp des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de :

- 6,38 % pour les indemnités de fin de carrière;
- 0,90 % pour la retraite des présidents ;
- 3,24 % pour la retraite des cadres dirigeants.

Note 17. – Fonds pour risques bancaires généraux.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Fonds pour risques bancaires généraux	83 203	64 703
Valeur au bilan	83 203	64 703

Note 18. – Dettes subordonnées : Analyse par durée résiduelle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017							31/12/2016
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Dettes subordonnées à terme		22 500			22 500	722	23 222	23 222
Euro		22 500			22 500	722	23 222	23 222
Autres devises de l'Union Europ								
Franc suisse								
Dollar								
Yen								
Autres devises								
Titres et emprunts participatifs								
Autres emprunts subordonnés à terme								
Dettes subordonnées à durée indéterminée (1)								
Euro								
Autres devises de l'Union Europ								
Franc suisse								
Dollar								
Yen								
Autres devises								
Placement des fonds propres des Caisses Locales				266 238	266 238	5 631	271 869	269 753
Dépôts de Garantie à caractère mutuel								
Valeur au bilan		22 500		266 238	288 738	6 353	295 091	292 975
(1) durée résiduelle des dettes subordonnées à durée indéterminée positionnées par défaut en > 5 ans.								

Commentaires :

Le montant des charges relatives aux dettes subordonnées s'élève à 7 239 milliers d'euros au 31 décembre 2017 contre 6 883 milliers d'euros au 31 décembre 2016.

Les placements financiers des Caisses Locales auprès de la Caisse régionale du Crédit Agricole Centre Loire s'inscrivent dans le respect du dispositif de placement des Caisses Locales.

Les Titres Négociables à Moyen Terme (ex Bons à Moyen Terme Négociables subordonnés) ont été souscrits pour une durée de 5 ans.

Les comptes courants bloqués sont souscrits par les Caisses Locales en euros pour une durée indéterminée.

— Variation des capitaux propres :

(En milliers d'Euros)	Capitaux propres							
	Capital	Réserve légale	Réserve statutaire	Primes, autres réserves et report à nouveau	Écarts conversion / réévaluation	Provisions réglementées & subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
Solde au 31/12/2015	56 119	920 612	32 031	456 005			81 554	1 546 321
Dividendes versés au titre de N-2							-7 498	-7 498
Variation de capital								
Variation des primes et réserves								
Affectation du résultat social N-2		55 542		18 514			-74 056	
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice N-1							79 366	79 366
Autres variations								
Solde au 31/12/2016	56 119	976 154	32 031	474 519			79 366	1 618 189
Dividendes versés au titre de N-1							-7 182	-7 182
Variation de capital								
Variation des primes et réserves								
Affectation du résultat social N-1		54 138		18 046			-72 184	
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice N							83 974	83 974
Autres variations								
Solde au 31/12/2017	56 119	1 030 292	32 031	492 565			83 974	1 694 981

Résultat par action :

Une entité doit calculer le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires. Celui-ci doit être calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation.

Les capitaux propres de la Caisse régionale de Centre Loire sont composés de parts sociales et de CCA.

Conformément aux dispositions relatives au plafond de rémunération des parts sociales émises par les coopératives, promulguée le 9 décembre 2016 dans le cadre de la loi 2016-1691 sur la transparence, la lutte contre la corruption et la modernisation de la vie économique (dite loi « Sapin 2 »), la rémunération des parts sociales est au plus égale à la moyenne du TMO, sur les 3 dernières années civiles précédant la date de l'Assemblée Générale annuelle, majorée de 200 points de base.

La rémunération des CCA est quant à elle fixée annuellement par l'Assemblée générale des sociétaires et doit être au moins égale à celle des parts sociales.

Par conséquent, du fait des particularités liées au statut des sociétés coopératives à capital variable portant tant sur la composition des capitaux propres qu'aux caractéristiques de leur rémunération, la communication du résultat par action est inappropriée.

Note 20. – Composition des fonds propres.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Capitaux propres	1 694 981	1 618 189
Fonds pour risques bancaires généraux	83 203	64 703
Dettes subordonnées et titres participatifs	295 091	292 975
Dépôts de garantie à caractère mutuel		
Total des fonds propres	2 073 275	1 975 867

Note 21. – Transactions effectuées avec les parties liées.

Toutes les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché. Les conditions peuvent être considérées comme normales lorsqu'elles sont habituellement pratiquées par l'établissement dans les rapports avec les tiers de sorte que le bénéficiaire de la convention n'en retire pas un avantage par rapport aux conditions faites à un tiers quelconque de la société, compte tenu des conditions d'usage dans les sociétés du même secteur.

Conformément aux règlements ANC n°2010-4 du 7 octobre 2010, il n'y a pas d'opérations au titre des parties liées qui soient conclues à des conditions anormales de marché.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	A recevoir	A livrer	A recevoir	A livrer
Opérations de change au comptant				
Devises				
Euros				
Opérations de change à terme	18 313	18 281	24 643	24 610
Devises	8 629	8 629	12 138	12 138
Euros	9 684	9 652	12 505	12 472
Prêts et emprunts en devises				
Total	18 313	18 281	24 643	24 610

Note 23. – Opérations sur instruments financiers à terme.

Les annexes ci-dessous ne présentent que les éléments en portefeuilles au 31 décembre 2017.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016
	Opérations de couverture	Opérations autres que de couverture	Total	Total
Opérations fermes	3 336 495	248 844	3 585 339	2 968 845
Opérations sur marchés organisés (1)				
Contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers				
Autres contrats à terme				
Opérations de gré à gré (1)	3 336 495	248 844	3 585 339	2 968 845
Swaps de taux d'intérêt	3 336 495	248 844	3 585 339	2 968 845
Autres contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
F.R.A				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers				
Autres contrats à terme				
Opérations conditionnelles		69 908	69 908	133 338
Opérations sur marchés organisés				
Instruments de taux d'intérêt à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments sur action et indices boursiers à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments de taux de change à terme				
Achetés				
Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés				
Vendus				
Opérations de gré à gré		69 908	69 908	133 338
Options de swaps de taux				
Achetées				
Vendues				
Instruments de taux d'intérêts à terme				
Achetés		22 775	22 775	60 537
Vendus		22 775	22 775	60 537
Instruments de taux de change à terme				
Achetés		12 179	12 179	6 132
Vendus		12 179	12 179	6 132
Instruments sur actions et indices boursiers à terme				
Achetés				

Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés				
Vendus				
Dérivés de crédit				
Contrats de dérivés de crédit				
Achetés				
Vendus				
Total	3 336 495	318 752	3 655 247	3 102 183
(1) Les montants indiqués sur les opérations fermes correspondent au cumul des positions prêteuses et emprunteuses (swaps de taux et options de swap de taux), ou au cumul des achats et ventes de contrats (autres contrats).				

## 23.1 Opérations sur instruments financiers à terme : encours notionnels par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	Total 31/12/2017			Dont opérations effectuées de gré à gré			Dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
Futures									
Options de change	8 022	16 336		8 022	16 336				
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés organisés									
F.R.A.									
Swaps de taux d'intérêt	795 644	1 283 752	1 505 943	795 644	1 283 752	1 505 943			
Caps, floors, collars		42 400	3 150		42 400	3 150			
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices									
Opérations conditionnelles sur actions et indices									
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux									
Dérivés de crédit									
Sous total	803 666	1 342 488	1 509 093	803 666	1 342 488	1 509 093			
Swaps de devises									
Opérations de change à terme	35 703	892		35 703	892				
Sous total	35 703	892		35 703	892				
Total	839 369	1 343 380	1 509 093	839 369	1 343 380	1 509 093			

(En milliers d'Euros)	Total 31/12/2016			Opérations dont effectuées de gré à gré			Dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
Futures									
Options de change	8 670	3 594		8 670	3 594				
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés organisés									
F.R.A.									
Swaps de taux d'intérêt	280 605	1 179 859	1 508 381	280 605	1 179 859	1 508 381			
Caps, floors, collars	66 667	30 000	24 407	66 667	30 000	24 407			
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices									

Opérations conditionnelles sur actions et indices								
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux								
Dérivés de crédit								
Sous total	355 942	1 213 453	1 532 788	355 942	1 213 453	1 532 788		
Swaps de devises								
Opérations de change à terme	47 340	1 913		47 340	1 913			
Sous total	47 340	1 913		47 340	1 913			
Total	403 282	1 215 366	1 532 788	403 282	1 215 366	1 532 788		

## 23.2. Instruments financiers à terme : juste valeur :

(En milliers d'Euros)	Juste Valeur Positive au 31/12/2017	Juste Valeur Négative au 31/12/2017	Encours Notionnel au 31/12/2017	Juste Valeur Positive au 31/12/2016	Juste Valeur Négative au 31/12/2016	Encours Notionnel au 31/12/2016
Futures						
Options de change			24 358			12 264
Options de taux						
Opérations fermes en devise sur marchés organisés						
F.R.A.						
Swaps de taux d'intérêt	21 646	89 878	3 585 339	16 628	133 223	2 968 845
Caps, floors, collars	105	105	45 550	179	179	121 074
Forward taux						
Opérations fermes sur actions et indices						
Opérations conditionnelles sur actions et indices						
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux						
Dérivés de crédit						
Sous total	21 751	89 983	3 655 247	16 807	133 402	3 102 183
Swaps de devises						
Opérations de change à terme	251	220	36 595			49 253
Sous total	251	220	36 595			49 253
Total	22 002	90 203	3 691 842	16 807	133 402	3 151 436

## 23.3. Information sur les Swaps

— Ventilation des contrats d'échange de taux d'intérêt :

(En milliers d'Euros)	Position ouverte isolée	Micro-couverture	Macro-couverture	Swaps de transaction
Contrats d'échange de taux	248 844	340 052	2 996 443	
Contrats assimilés (1)				
(1) Il s'agit des contrats assimilés au sens de l'article 2521-1 du règlement ANC 2014-07.				

Note 24. – Informations relatives au risque de contrepartie sur produits dérivés.

L'évaluation du risque de contrepartie attaché aux Instruments Financiers à Terme utilisés par l'établissement mesurée par la valeur de marché de ces instruments et par le risque de crédit potentiel résultant de l'application de facteurs de majoration (add-on) réglementaires, fonction de la durée résiduelle et de la nature des contrats peut être résumée de la façon suivante :

Répartition des risques de contrepartie sur instruments financiers à terme :

(En milliers d'Euros)	Établissements financiers de l'OCDE	Groupe crédit agricole	Autres contreparties
Opérations sur instruments de taux d'intérêt		3 483 692	147 197
Opérations sur instruments de taux de change		12 179	12 179
Opérations sur autres instruments			

Note 25. – Engagements de financement et de garantie et autres garanties.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés		
Engagements de financement	1 477 070	1 467 345
Engagements en faveur d'établissements de crédit		2 976
Engagements en faveur de la clientèle	1 477 070	1 464 369
Ouverture de crédits confirmés	853 809	850 482
– Ouverture de crédits documentaires	7 614	5 649
– Autres ouvertures de crédits confirmés	846 195	844 833
Autres engagements en faveur de la clientèle	623 261	613 887
Engagements de garantie	629 867	553 458
Engagements d'ordre d'établissement de crédit	272 103	272 161
– Confirmations d'ouverture de crédits documentaires :	10	68
– Autres garanties	272 093	272 093
Engagements d'ordre de la clientèle	357 764	281 297
– Cautions immobilières	32 947	31 899
– Autres garanties d'ordre de la clientèle	324 817	249 398
Engagements sur titres	1 820	1 299
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements à donner	1 820	1 299
Engagements reçus		
Engagements de financement	48 257	66 278
Engagements reçus d'établissements de crédit	48 257	66 278
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	3 779 359	3 634 956
Engagements reçus d'établissements de crédit	1 015 429	1 051 021
Engagements reçus de la clientèle	2 763 930	2 583 935
– Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	473 670	436 585
– Autres garanties reçues	2 290 260	2 147 350
Engagements sur titres	1 820	1 299
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus	1 820	1 299

Engagements donnés de garantie d'ordre d'établissements de crédit – Autres garanties : dont 272 093 milliers d'euros relatifs à la garantie (Switch Assurance) mise en place le 1er juillet 2016, en amendement de la garantie précédente octroyée le 2 janvier 2014 pour 272 093 milliers d'euros.

Note 26. – Actifs donnés et reçus en garantie.

Créances apportées en garantie :

Au cours de l'année 2017, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire a apporté 3 335 168 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 3 573 996 milliers d'euros en 2016. La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire a apporté :

- 2 086 563 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 2 067 828 milliers d'euros en 2016;
- 327 118 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 353 779 milliers d'euros en 2016;
- 921 486 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 1 152 389 milliers d'euros en 2016.

Note 27. – Engagements donnés aux entreprises liées.

La lettre de garantie donnée par la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire à Crédit Agricole SA s'élève à 1 611 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Note 28. – Opérations de désendettement de fait et de titrisation.

Titrisation :

En 2017, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire a participé à la titrisation du FCT Crédit Agricole Habitat 2017, titrisation décrite au niveau de la note 1.3 Principales opérations de structure et événements significatifs de la période.

## Note 29. – Produits nets d'intérêts et revenus assimilés.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Sur opérations avec les établissements de crédit	1 739	2 868
Sur opérations internes au Crédit Agricole	23 523	25 791
Sur opérations avec la clientèle	307 988	327 558
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	11 666	11 349
Produit net sur opérations de macro-couverture		
Sur dettes représentées par un titre		
Autres intérêts et produits assimilés		2 638
Intérêts et produits assimilés	344 916	370 204
Sur opérations avec les établissements de crédit	-2 523	-3 509
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-121 767	-118 234
Sur opérations avec la clientèle	-29 064	-45 284
Charge nette sur opérations de macro-couverture	-26 114	-21 875
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	-500	-784
Sur dettes représentées par un titre	-804	-1 007
Autres intérêts et charges assimilées		
Intérêts et charges assimilées	-180 772	-190 693
Total produits nets d'intérêts et revenus assimilés (1)	164 144	179 511

Le montant des charges nettes d'intérêts et revenus assimilés des dettes subordonnées au 31 décembre 2017 est de 7 239 milliers d'euros, il était de 6 883 milliers d'euros au 31 décembre 2016.

Les opérations de macro-couverture portent sur l'ensemble du portefeuille et sont, par nature, non affectables à un type d'opérations. Elles sont présentées sur des lignes spécifiques.

## Note 30. – Revenus des titres.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme	36 014	29 062
Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille	418	74
Opérations diverses sur titres		
Total des revenus des titres à revenus variable	36 432	29 136

## Note 31. – Produit net des commissions.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	497	-34	463	510	-39	471
Sur opérations internes au crédit agricole	20 483	-21 016	-533	28 862	-20 537	8 325
Sur opérations avec la clientèle	50 863	-318	50 545	47 215	-331	46 884
Sur opérations sur titres						
Sur opérations de change	90	-1	89	92		92
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors-bilan	270	-20	250	210	-17	193
Sur prestations de services financiers (1)	120 385	-10 970	109 415	115 295	-9 060	106 235
Provision pour risques sur commissions	733	-501	232	883	-922	-39
Total produit net des commissions	193 321	-32 860	160 461	193 067	-30 906	162 161

(1) dont prestations assurance-vie : 22 146 milliers d'euros.

## Note 32. – Gains ou pertes des opérations sur portefeuilles de négociation.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Solde des opérations sur titres de transaction		
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	479	406
Solde des autres opérations sur instruments financiers à terme	69	-29
Gains ou pertes des opérations sur portefeuilles de négociations	548	377

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Titres de placement		
Dotations aux dépréciations	-1 563	-592
Reprises de dépréciations	1 069	1 135
Dotations ou reprises nettes aux dépréciations	-494	543
Plus-values de cession réalisées	3 699	4 238
Moins-values de cession réalisées	-502	-100
Solde des plus et moins-values de cession réalisées	3 197	4 138
Solde des opérations sur titres de placement	2 703	4 681
Titres de l'activité de portefeuille		
Dotations aux dépréciations		
Reprises de dépréciations		
Dotations ou reprises nettes aux dépréciations		
Plus-values de cession réalisées		
Moins-values de cession réalisées		
Solde des plus et moins-values de cession réalisées		
Solde des opérations sur titres de l'activité de portefeuille		
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	2 703	4 681

Note 34. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Produits divers	7 259	8 113
Quote part des opérations faites en commun		
Refacturation et transfert de charges		
Reprises provisions		
Autres produits d'exploitation bancaire	7 259	8 113
Charges diverses	-1 195	-1 100
Quote part des opérations faites en commun	-1 538	-1 548
Refacturation et transfert de charges		
Dotations provisions		
Autres charges d'exploitation bancaire	-2 733	-2 648
Total autres produits et charges d'exploitation bancaire	4 526	5 465

Note 35. – Charges générales d'exploitation.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Frais de personnel :		
Salaires et traitements	-78 316	-74 469
Charges sociales	-35 748	-34 108
– Dont cotisations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies	-8 176	-7 856
Intéressement et participation	-10 950	-10 593
Impôts et taxes sur rémunérations	-14 281	-14 197
Total des charges de personnel	-139 295	-133 367
Refacturation et transferts de charges de personnel	8 642	8 464
Frais de personnel nets	-130 653	-124 903
Frais administratifs :		
Impôts et taxes	-6 308	-12 803
Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions réglementaires (1) (2)	-77 452	-76 056
Total des charges administratives	-83 760	-88 859
Refacturation et transferts de charges administratives	1 055	1 346
Frais administratifs nets	-82 705	-87 513
Charges générales d'exploitation	-213 358	-212 416

Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE). — Au titre de l'exercice écoulé, un montant de 3 436 milliers d'euros a été accordé à la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire au titre du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi. Il a été utilisé pour un montant de 3 436 milliers d'euros au 31 décembre 2017 pour les dépenses suivantes :

– Ressources humaines (formations, recrutement, outils de gestions)

- Innovation (Lab'O, cabinet de consultants)
- Investissement (projets immobiliers, transition énergétique)

Effectif moyen :

Effectif par catégorie (Effectif moyen du personnel en activité au prorata de l'activité) :

Catégories de personnel	31/12/2017 (1)	31/12/2016
Cadres	492	559
Non cadres	1 242	1 397
Total de l'effectif moyen	1 734	1 956
Dont :		
France	1 734	1 956
Etranger		
Dont : personnel mis à disposition		
(1) Le calcul de l'effectif a été revu en 2017. Il correspond désormais aux effectifs moyens utilisés, ce calcul ne prenant pas en compte les effectifs non affectés à l'activité de la Caisse Régionale. Ce changement est réalisé dans le but d'harmoniser l'ensemble des reportings réglementaires et consolidés. L'effectif de 2016 était de 1714 avec cette nouvelle méthode.		

Le montant des indemnités administrateurs et salaires bruts versés aux administrateurs de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire et aux mandataires sociaux au 31 décembre 2017 est de 776 165 €.

Le montant des avances et crédits accordés aux administrateurs de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire et aux mandataires sociaux s'élève au 31 décembre 2017 à 5 611 858 €.

Note 36. – Coût du risque.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Dotations aux provisions et dépréciations	-450 115	-99 163
Dépréciations de créances douteuses	-81 643	-78 990
Autres provisions et dépréciations	-368 472	-20 173
Reprises de provisions et dépréciations	460 965	86 266
Reprises de dépréciations de créances douteuses (1)	89 939	77 606
Autres reprises de provisions et dépréciations (2)	371 026	8 660
Variation des provisions et dépréciations	10 850	-12 897
Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées (3)	-890	-1 060
Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées (4)	-25 521	-22 579
Décote sur prêts restructurés	-246	-298
Récupérations sur créances amorties	2 311	2 206
Autres pertes	-8	-147
Autres produits		
Coût du risque	-13 504	-34 775
(1) dont utilisées en couverture de pertes sur créances douteuses compromises : 23 364 milliers d'euros dont utilisées en couverture de perte sur créances douteuse non compromises : 1 993 milliers d'euros (2) dont 172 milliers d'euros utilisés en couverture de risques provisionnés au passif (3) dont 523 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises (4) dont 23 364 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises		

Note 37. – Charges et produits exceptionnels.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire n'a pas comptabilisé de résultat exceptionnel en 2017.

Note 38. – Impôt sur les bénéfices.

En milliers d'Euros	31/12/2017	31/12/2016
Impôt courant	26 974	36 734
Impôt exceptionnel		
Impôts sur les bénéfices	26 974	36 734

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire fait partie, depuis l'exercice 2010, du groupe fiscal constitué par Crédit Agricole SA. Une convention régit les modalités de réaffectation des économies d'impôts réalisés.

La charge fiscale est de 26 974 milliers d'euros, après prise en compte de l'intégration fiscale (gain de 3 008 milliers d'euros).

Note 39. – Informations relatives aux résultats des activités bancaires.

Le secteur d'activité de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire est celui de la banque de proximité en France.

1 Banque de proximité en France – Caisses régionales.

Ce pôle métier recouvre les 39 Caisses régionales et leurs filiales.

Les Caisses régionales représentent la banque des particuliers, des agriculteurs, des professionnels, des entreprises et des collectivités locales, à fort ancrage local.

Les Caisses régionales de Crédit Agricole commercialisent toute la gamme de produits et services bancaires et financiers : supports d'épargne (monétaires, obligataires, titres) ; placements d'assurance-vie ; distribution de crédits, notamment à l'habitat et à la consommation, aux entreprises, aux professionnels et à l'agriculture ; offre de moyens de paiement ; services à la personne ; services parabancaires ; gestion de patrimoine. Les Caisses régionales distribuent également une gamme très large de produits d'assurance dommages et de prévoyance.

Note 40. – Evénements postérieurs à la clôture susceptibles de remettre en cause la continuité de l'exploitation

Il n'y a pas d'événements postérieurs à la clôture pour la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire.

Note 41. – Affectation des résultats.

En milliers d'Euros	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts aux parts sociales	730	608
Dividendes de CCA	6 962	6 573
Réserves légales	57 211	54 139
Autres réserves	19 070	18 046
Report à nouveau	0	0
Report à nouveau suite changement de méthode	0	0
Résultat	83 974	79 366

Note 42. – Publicité des honoraires de commissaires aux comptes.

Collège des Commissaires aux Comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire

(En milliers d'Euros hors taxes)	Mazars	%	Orcom	%
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels (*)	100	91%	89	100%
Services autres que la certification des comptes	10	9%		
Total	110		89	

(\*) Y compris les prestations d'experts indépendants ou du réseau à la demande des commissaires aux comptes dans le cadre de la certification des comptes.

Note 43. – Mise à disposition du rapport de gestion.

Le rapport de gestion de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire est à la disposition du public, à l'adresse ci-dessous :

26, rue de la Godde  
45800 Saint-Jean-de-Braye